

Nouvelle Constitution par la corruption et la violence (déclaration de l'UFD)

Comme on le voit, la nouvelle Constitution est tellement ultra-partisane, régressive et réactionnaire car fabriquée secrètement en vue de la confiscation définitive du pouvoir, qu'elle ne peut pas avoir la majorité requise pour être adoptée. Le mécontentement populaire est généralisé dans le pays, visible partout et prêt à exploser.

Le pouvoir du RPG et de son chef est massivement rejetés par les populations, particulièrement les jeunes, premières victimes de cette politique anti-progressistes.

A travers tout le pays, les jeunes ne manquent aucune occasion d'exprimer leur ras-le-bol face à une politique qui les sacrifie et ne leur offre que des discours fumeux et d'innombrables promesses sans lendemain. L'impopularité du pouvoir est allée grandissante depuis les élections communales du 4 février 2018.

Face à son échec cuisant, il n'a pas d'autre choix que d'utiliser la démagogie, la corruption à outrance et la violence pour s'imposer.

Depuis plusieurs mois, le pays vit au rythme de cette campagne électorale illégale alors même que le corps électoral n'a pas encore été convoqué pour un référendum.

Des missions de rang ministériel sont envoyées à travers le pays, distribuant des milliards dont personne ne dira l'origine, pour acheter les consciences auprès de notables véreux ou de populations à la limite de la survie.

De ridicules matchs de football coûtant des milliards sont organisés pour séduire des populations vivant dans une misère indicible, abandonnées à leur triste sort.

Dans le même temps, tout l'appareil répressif est mobilisé pour intimider, voire terroriser tout citoyen qui exprimerait d'une manière ou d'autre son désaccord avec la forfaiture en préparation. Même des artistes émérites ayant jadis chanté les louanges du pouvoir mais qui, à présent refusent de se faire utiliser pour une cause qui n'est pas celle du peuple, sont violentés par des agresseurs habillés comme les forces de sécurité. On arrête des citoyens portant des tricots contre le troisième mandat. On nous signale que dans certaines régions, des militants du RPG portent des armes blanches, certainement pour répondre à l'appel de leur chef à un « combat », qui ne peut être que fratricide, dans un contexte de guerre civile programmée.

Les partis politiques sont fortement intimidés, surtout lorsque leurs dirigeants traînent des casseroles : « Tu te tiens tranquille ou on va casser... » ou « Toi-même tu sais... », allusion aux valises de Francs glissants distribuées pour acheter des opposants. Le chantage est clair.

D'autres dirigeants qui ne font que recourir à leur droit de manifester, sont victimes de harcèlement judiciaire dont personne ne peut dire jusqu'où il ira. Le pouvoir a entrepris de perfectionner son arsenal répressif légal sous le fallacieux prétexte de lutter contre le terrorisme.

Pourquoi maintenant et qu'avons-nous de nouveau sur ce front qui justifie une telle initiative? La manœuvre est tellement grossière qu'elle ne trompe que ses auteurs.